

Théorie du déséquilibre et politique économique en économie ouverte

Disequilibrium Theory and Economic Policy for open Economies

William Marois

Volume 62, Number 2, juin 1986

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/601371ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/601371ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)

1710-3991 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Marois, W. (1986). Théorie du déséquilibre et politique économique en économie ouverte. *L'Actualité économique*, 62(2), 257–288.
<https://doi.org/10.7202/601371ar>

Article abstract

Since the publication of the first work by DIXIT (1978), the disequilibrium theory in open economies literature has largely grown, trying to answer to the actual macroeconomic puzzles.

This article presents a survey of this literature and the main results concerning the impact of an oil price shock and of a rise in the foreign interest rate. Then it lays the stress on the economic policy for open economies.

It develops the effects on income and the current account of the traditional tools (monetary and fiscal policies) and of typically external instruments (exchange rate and international trade policies).

The assignment problems (MUNDELL and SWAN Assignments) are reexamined in light of the main results of the disequilibrium theory.

Théorie du déséquilibre et politique économique en économie ouverte

William MAROIS
Université d'Orléans

Depuis la parution de l'article pionnier de DIXIT en 1978, la théorie des équilibres avec rationnement en économie ouverte s'est développée en essayant d'apporter des réponses aux interrogations macroéconomiques actuelles.

Après avoir donné une vision d'ensemble de ces travaux et présenté les principaux résultats concernant l'impact d'un choc pétrolier et d'une hausse du taux d'intérêt étranger, l'article met l'accent sur la politique économique en économie ouverte.

L'influence des instruments traditionnels (politiques monétaire et budgétaire) puis des instruments typiquement externes (politique de change et politique commerciale) sur le revenu et la Balance courante sont successivement examinés. Le problème de l'affectation des instruments (à la MUNDELL ou à la SWAN) est rediscuté au travers des résultats des principaux travaux de la théorie du déséquilibre en économie ouverte.

Disequilibrium Theory and Economic Policy for open Economies. — Since the publication of the first work by DIXIT (1978), the disequilibrium theory in open economies literature has largely grown, trying to answer to the actual macroeconomic puzzles.

This article presents a survey of this literature and the main results concerning the impact of an oil price shock and of a rise in the foreign interest rate. Then it lays the stress on the economic policy for open economies.

It develops the effects on income and the current account of the traditional tools (monetary and fiscal policies) and of typically external instruments (exchange rate and international trade policies).

The assignment problems (MUNDELL and SWAN Assignments) are re-examined in light of the main results of the disequilibrium theory.

La montée des déséquilibres macroéconomiques (inflation, chômage) au début des années 1970, les chocs externes qui ont affecté les économies

occidentales (hausse du prix du pétrole, passage à un système de change flexible, poussée des taux d'intérêt) ont conduit à une remise en cause du paradigme de la pensée économique de l'après-guerre, à savoir la combinaison du modèle keynésien IS — LM et de la courbe de Phillips.

Plus précisément, les économistes, keynésiens ou monétaristes, se trouvèrent alors mis en échec par deux énigmes majeures, l'inefficacité des instruments traditionnels de la politique économique et l'existence d'une contrainte externe.

La contestation de la macroéconomie standard qui découla de ces interrogations passa alors par un retour aux fondements microéconomiques de l'analyse macroéconomique. Initié à la fin des années soixante, celui-ci s'est développé dans deux directions radicalement opposées.

Si les deux courants retiennent l'hypothèse d'optimisation des agents, ils divergent ensuite sur la formalisation de leurs comportements et la compréhension du mode de fonctionnement de l'économie.

- La Nouvelle École Classique adopte comme postulats essentiels que les agents ont des anticipations rationnelles et que les marchés atteignent l'équilibre par la flexibilité des prix.
- La théorie du déséquilibre ou théorie des équilibres avec rationnement, se fondant sur une rigidité à court terme des prix, examine les comportements d'agents qui effectuent des transactions hors équilibre. Par le jeu des reports entre marchés, on aboutit alors à des situations d'équilibres avec rationnement.

Les apports du premier courant sont maintenant bien connus et ont suscité de nombreuses discussions. Moins populaires sont les résultats du second courant qui vont être analysés ici et qui apportent pourtant des informations pertinentes sur le fonctionnement d'une économie ouverte.

Notre objectif n'est pas ici d'élaborer un modèle spécifique ni de présenter individuellement les différents travaux réalisés dans le domaine de la théorie des équilibres avec rationnement en économie ouverte¹, mais de fournir une synthèse des principaux enseignements de politique économique issus de ce courant d'analyse.

D'une manière générale, les travaux portant sur les déséquilibres en économie ouverte peuvent être divisés en trois catégories :

1. Une revue des principaux travaux publiés dans ce domaine figure dans Hénin et Marois (1985c) qui présente le contenu de chacune des études. On y insiste principalement sur les différentes approches successives qui ont permis d'élargir la contribution pionnière de Dixit (1978) et sur les spécificités de chacune des études. Le présent texte n'analyse pas les modèles ni leurs particularités mais, fait une synthèse des conclusions essentielles de ce courant du point de vue de la politique économique.

- Les modèles statiques à un pays,
- Les modèles statiques à deux pays,
- Les modèles dynamiques.

Bien souvent, l'apport des seconds est limité de par la complexité inhérente au croisement sur deux pays des résultats simples obtenus pour un pays et aux interactions qui surviennent alors.

Les modèles dynamiques, quant à eux, ont fait l'objet de nettement moins d'études et se heurtent actuellement au problème de l'incohérence temporelle des programmes optimaux (Kydland et Prescott – 1977) : à partir du moment où le gouvernement n'a pas intérêt à s'en tenir, pour le futur, au programme de politique économique aujourd'hui optimal, les anticipations des agents qui leur servent à formuler leur programme de consommation n'ont plus alors de fondement crédible (Hénin et Michel – 1985).

Aussi, cette étude portera-t-elle essentiellement sur les modèles statiques à un pays avec quelques références, lorsqu'ils constituent un apport significatif, aux modèles à deux pays.

Les principaux résultats de politique économique auxquels aboutit la théorie des équilibres avec rationnement en économie ouverte peuvent être regroupés autour de trois thèmes :

- L'impact de chocs extérieurs sur l'économie nationale. On considérera, bien entendu, le choc pétrolier mais aussi l'effet d'une hausse de taux d'intérêt.
- Les effets des instruments traditionnels de la politique économique ; qu'il s'agisse de la politique monétaire ou de la politique budgétaire, il convient toujours d'avoir une idée précise de la situation de l'économie. On débouche alors sur une reformulation des règles d'affectation des instruments de la macroéconomie standard.
- L'utilisation des instruments spécifiquement externes, taux de change et politique commerciale. Là aussi, les résultats conduiront à discuter les règles d'affectation habituelles.

Il est auparavant utile de rappeler la méthode des équilibres avec rationnement et de préciser les principaux travaux utilisés pour élaborer cette synthèse.

I — PRÉSENTATION DES MODÈLES

Les modèles en économie ouverte auxquels on fera référence se situent dans la ligne des développements macroéconomiques de la théo-

rie du déséquilibre initiés par Barro et Grossman (1976), Bénassy (1976) et Malinvaud (1977)².

1 — La très grande majorité des modèles, à un pays comme à deux pays, sont des modèles réels dans lesquels la dimension monétaire est généralement limitée à une encaisse initiale de monnaie et à un taux de change fixe mais ajustable ; l'environnement monétaire international n'est jamais spécifié.

On se référera toutefois aussi à un modèle particulier qui tente de pallier certaines de ces insuffisances en endogénéisant le taux de change et en prenant en compte la mobilité plus ou moins parfaite des capitaux (Hénin et Marois – 1985b) ; on le qualifiera par la suite de modèle monétarisé.

En ce qui concerne les modèles réels à un pays, on peut élaborer une double typologie :

- selon que l'on fait ou non l'hypothèse du petit pays,
- selon que l'on a un ou deux secteurs productifs (dans ce dernier cas coexistent un bien échangé et un bien non échangé).

Les modèles d'un petit pays à un secteur peuvent eux-mêmes être subdivisés en deux catégories : d'une part, ceux où le prix du bien exporté est fixé en monnaie internationale que l'on qualifiera par la suite de modèles du type A³, d'autre part, ceux, plus spécifiques, où le prix du bien exporté est fixé en monnaie nationale (ou modèles du type B). Ces derniers qui se situent dans la tradition de Mundell et Fleming, supposent que le pays concerné a un pouvoir de marché temporaire pour le bien qu'il produit et exporte et il n'est alors un « petit pays » que pour le bien importé⁴.

Pour les modèles à deux pays, on distingue ceux à prix flexible-salaire rigide et ceux à prix et salaire rigides.

Le tableau 1 permet de situer les différentes études, les unes par rapport aux autres.

2 — La théorie du déséquilibre s'attache à une étude du marché des biens et du marché du travail. L'équilibre simultané sur ces deux marchés est l'équilibre walrasien ; la spécificité de la théorie consiste à croiser les

2. Voir Drazen (1980) pour une revue des modèles d'économie fermée.

3. Les modèles bi-sectoriels sont tous aussi de ce type.

4. Cette hypothèse des modèles de type B permet de faire apparaître, dans les modèles à un secteur, le chômage keynésien comme résultant d'une contrainte de débouchés sur le bien exporté. Une telle spécification n'est plus nécessaire dans les modèles bi-sectoriels où le chômage keynésien apparaît sur le marché du bien non échangé.

TABLEAU I
LES PRINCIPAUX MODÈLES DE DÉSÉQUILIBRE EN ÉCONOMIE OUVERTE

		Modèles à 1 pays			Modèles à 2 pays		
		Petit pays (type)		Grand pays			
MODÈLES RÉELS	SÉCTORIELS	1	1	Pas d'importations	Dixit (1978) (A) Dixit et Norman (A) (1980 ch. 8.1) Picard (1982 - ch. 5) (A)	Michel et Rochet (1981)	Prix flexibles — Salaires rigides: Dixit et Norman (1980) Branson et Rotemberg (1980) Steigum (1982) Prix et salaires fixes: Younès (1978) Owen (1979) Hool et Richardson (1980) Lorie et Sheen (1982) Laussel et Montet (1983)
				Bien importé	Dixit et Norman (A) (1980 - ch. 8.3) Cuddington (1980) (B) Picard (1982 - ch. 6) (B) Azam (1982) (A) Picard (1985) (B)	Fourgeaud - Froment et Lenclud (1980) Cuddington (1981)	
		2 périodes		Van Wijnbergen (1982) (B) Hénin (1983) (A)			
		2 secteurs (Bien échangé — Bien non échangé) (tous de type A)		Neary (1980) Steigum (1980) Marois (1980) Johansson et Löfgren (1980) Grandmont (1981) Hénin et Marois (1981, 1985a)	Bruno (1982) (1) (1) <i>Bien semi-échangeable</i>		
MODÈLE	MONÉTAIRISÉ	1	2				
		SÉCTEURS	PÉRIODES				
				Hénin et Marois (1985b) (A)			

situations de déséquilibre pouvant exister sur chacun d'eux pour définir une typologie des régimes macroéconomiques.

TABLEAU 2
TYPOLOGIE DES RÉGIMES MACROÉCONOMIQUES

		Marché du travail	
		Excès de demande (b)	Excès d'offre
Marché des biens	Excès de demande	Inflation contenue (IC)	Chômage classique (CC)
	Excès d'offre	(a)	Chômage keynésien (CK)

(a) Régime spécifique n'existant que dans quelques travaux :

— sous-consommation (SC) chez Neary (1980), Marois (1980), Hénin et Marois (1981, 1985a). Son existence est liée notamment à l'existence du bien non échangé (excès de demande de bien non échangé + excès d'offre de travail),

— surimportation chez Azam (1982)

(b) Certains auteurs ne s'intéressent pas aux situations d'excès de demande de travail : Cuddington (1981), Grandmont (1981), Johansson et Löfgren (1980), Steigum (1980).

Si le chômage classique, lié à un problème de rentabilité, et l'inflation contenue, correspondant au plein emploi, sont des constantes dans tous les modèles, le chômage keynésien est lui traité de manières très différentes :

— dans les premiers modèles (Dixit – 1978, Dixit et Norman – 1980 ch. 8.1, Picard – 1982 ch. 5) il n'y a pas de chômage keynésien du fait de l'absence de toute contrainte de débouchés pour le « petit pays » ;

— par la suite certains auteurs introduisent une contrainte de demande extérieure sur le bien exporté. Le chômage keynésien apparaît alors comme régime correspondant à une insuffisance de la demande étrangère à prix domestique du bien donné (Picard – 1982 ch. 6, Cuddington – 1980, Van Wijnbergen – 1982, Picard – 1985) ou d'une contrainte *ad hoc* sur les débouchés à l'exportation (Dixit et Norman – 1980 ch. 8.3, Azam – 1982, Hénin – 1983 et aussi Hénin et Marois – 1985b) ;

— dans les modèles à deux secteurs productifs la contrainte de débouchés à l'origine du chômage keynésien apparaît sur le marché du bien non échangé ;

— chez Cuddington (1981) et Michel et Rochet (1981), le chômage keynésien correspond à la situation d'un grand pays pour lequel la production d'exportable est limitée par la demande globale domestique et étrangère (le chômage classique correspondant alors au cas du « petit pays »).

3 — Dans l'ensemble des modèles réels la démarche est identique⁵ : après avoir dérivé les comportements des agents économiques, on fait apparaître les caractéristiques des différents régimes macroéconomiques et on s'intéresse ensuite presque exclusivement à de faibles variations des variables qui ne modifient pas le régime macroéconomique.

La démarche du modèle monétarisé est plus particulière. Élaboré sur deux périodes, il met en jeu deux blocs, l'un réel qui ressemble aux modèles déjà exposés et permet de construire la typologie des déséquilibres, l'autre monétaire qui conduit, en change flexible, à la détermination du taux de change courant comme fonction des taux d'intérêt et de l'offre de monnaie (équilibre monétaire).

La combinaison de ces deux blocs détermine le taux de change et la richesse réelle privée de l'économie sous une hypothèse alternative concernant l'environnement international : mobilité parfaite ou imparfaite des capitaux.

Dans le premier cas (mobilité parfaite) le taux d'intérêt national s'ajuste instantanément sur le taux d'intérêt international et les interactions entre change et richesse réelle sont relativement simples à étudier.

Dans le second cas, il existe un écart entre les deux taux d'intérêt qui dépend du solde de la balance des paiements courants et le modèle est plus complexe.

Les modèles à deux pays et prix flexibles considèrent que le marché des biens est en équilibre mais pas le marché du travail. Les modèles à prix et salaires rigides retiennent deux biens échangeables (chacun des pays étant spécialisé) et aboutissent généralement à un croisement des régimes connus par chacun des pays, soit neuf possibilités, toutes n'étant pas analysées.

On étudiera d'abord l'impact de chocs externes dans cet ensemble de modèles.

II — LES CHOCS EXTERNES

Deux chocs externes, particulièrement importants dans la décennie écoulée, sont analysés dans les modèles de déséquilibres :

5. Un modèle de synthèse de ce type est présenté dans l'ouvrage de Cuddington, Johansson et Löfgren (1984).

— la hausse du prix d'une matière première importée (chocs pétroliers de 1974 et 1979),

— la hausse du taux d'intérêt étranger (poussée des taux d'intérêt américains en 1980-81).

A — *Le choc pétrolier*

L'impact d'un choc pétrolier, ou d'une manière plus générale, d'une augmentation du prix d'une consommation intermédiaire importée⁶ doit être étudié de deux points de vue :

— l'effet à régime macroéconomique donné (étude de statique comparative pour une faible variation de prix),

— la détermination du régime macroéconomique consécutif à ce choc (en partant d'un équilibre walrasien).

1 — *L'étude de statique comparative*

Dans le modèle standard en termes réels, l'impact d'un choc pétrolier est pris en compte soit de manière explicite, soit implicitement comme correspondant à une régression du progrès technique (Dixit – 1978 et Neary – 1980 à la suite de Malinvaud – 1977).

D'une manière générale, un choc pétrolier a un impact négatif sur l'emploi et sur la balance des paiements courants dans les deux situations de chômage, mais par des mécanismes différents. En régime keynésien, il affecte la production du fait de son impact déflationniste sur la demande tandis qu'en chômage classique, il réduit l'offre rentable.

L'incertitude obtenue dans les modèles où le choc est assimilé à un progrès technique régressif s'explique par un impact différent selon qu'il affecte le secteur du bien échangé ou du bien non échangé.

Par exemple, en chômage keynésien, un choc pétrolier dans le secteur du bien échangé diminue l'emploi (comme dans l'étude de Dixit – 1978) alors que dans le secteur du bien non échangé il l'accroîtra (comme dans le modèle en économie fermée de Malinvaud 1977). Ce dernier effet contre-intuitif s'explique par le fait que, pour une contrainte de demande donnée, un progrès technique régressif rendra nécessaires plus de travailleurs pour produire une même quantité de biens (égale à la demande inchangée dans ce type d'explication)⁷.

6. À ne pas confondre avec l'étude des effets d'une variation du prix des biens de consommation finale importée faite par Bruno (1982) et qui conduit à des résultats différents. Picard (1985) montre que les conséquences d'un choc pétrolier sont « qualitativement identiques à celles d'une baisse du prix des produits importés fortement substituables à la production nationale. »

7. Même si l'offre notionnelle diminue.

Le modèle monétaire permet de préciser ces impacts. A taux de change et d'intérêt fixes, la hausse du prix de l'énergie dégrade l'emploi et la balance courante quel que soit le régime (comme ci-dessus). Par contre avec des taux de change endogènes les résultats sont plus nuancés.

En ce qui concerne le change, quelle que soit la mobilité des capitaux et le régime macroéconomique, le choc pétrolier provoque toujours une hausse du taux de change (dépréciation de la monnaie nationale).

Cet effet est accentué en mobilité imparfaite et chômage keynésien par le mécanisme suivant : la dégradation de la balance courante suscite une hausse du taux d'intérêt (liée au flux de capitaux compensateurs nécessaires) et par conséquent, une hausse supplémentaire du taux de change.

En ce qui concerne l'emploi, en mobilité parfaite, le choc pétrolier engendre une diminution de la richesse réelle privée et donc de l'emploi. Avec une mobilité imparfaite, cet effet persiste en chômage keynésien mais il est compensé, en chômage classique, par le jeu du mécanisme suivant : la dégradation de la balance courante provoque une hausse du taux d'intérêt et une hausse supplémentaire du taux de change, mais la baisse du taux de salaire réel exprimé en termes de change (sous l'hypothèse qu'il n'y a pas parfaite indexation du salaire nominal) qui en résulte provoque une hausse de la production rentable et donc une compensation de l'effet négatif initial sur la richesse réelle et l'emploi.

Ainsi modèle réel et modèle monétarisé convergent-ils vers une négativité des impacts du choc pétrolier sur la balance courante et l'emploi, même s'il peut exister à ce dernier niveau des phénomènes de compensation ponctuels.

Ces résultats sont développés dans deux études spécifiquement consacrées à l'analyse d'un choc pétrolier : Van Wijnbergen (1982) et Hénin (1983). Ces auteurs utilisent un modèle intertemporel à deux périodes. On distingue alors une variation temporaire (à la première période seulement) ou une variation permanente du prix de l'énergie.

Pour de faibles variations du prix du pétrole, à régime macroéconomique donné, on obtient les résultats du tableau 3 qui précisent ceux qui viennent d'être donnés.

Toutefois, compte tenu de l'ampleur des chocs pétroliers qui ont perturbé les économies occidentales durant la dernière décennie, une étude de statique comparative est insuffisante et il convient d'examiner les situations de déséquilibres engendrées par un tel choc (c'est-à-dire le passage dans un régime donné en partant de l'équilibre walrasien).

TABLEAU 3

CHOC PÉTROLIER TEMPORAIRE OU PERMANENT ET BALANCE COURANTE

Type de choc \ Régime	CC	CK	IC
temporaire	-- (b)	-- (b)	-
permanent	--- (a) ou + (b)	--- (a) ou + (b)	-- ou + (a)

a) Lorsqu'on fait l'hypothèse de complémentarité capital-énergie, l'augmentation permanente du prix de l'énergie provoque une baisse de l'investissement, libérant ainsi des biens disponibles pour l'exportation qui contribuent à une atténuation de l'impact initial négatif sur la balance courante; ceci peut même aller jusqu'à un retournement (effet alors faiblement positif). Dans le cas de substituabilité, par contre, il y a dégradation plus vive du solde extérieur.

b) Les effets existant en inflation contenue sont renforcés en chômage classique par la baisse de l'emploi rentable liée au renchérissement de l'énergie et en chômage keynésien par un effet multiplicateur.

2 — *Choc pétrolier et régime macroéconomique*

Neary (1980) fournissait déjà une analyse de ce type à partir d'un progrès technique régressif. Alors un choc pétrolier affectant le secteur du bien échangé conduisait en chômage keynésien. S'il portait principalement sur le bien non échangé et si l'effet d'offre (qui va être défini) dominait, l'économie se retrouvait en chômage classique.

Van Wijnbergen et Hénin aboutissent à des conclusions plus précises.

- i) Un choc pétrolier tend toujours à faire passer l'économie dans une situation de sous-emploi.
- ii) Mais l'augmentation du prix de l'énergie provoquera deux effets qui se combinent, l'un sur l'offre (réduction de l'offre rentable), l'autre sur la demande (réduction du pouvoir d'achat).

Si le premier effet domine, l'économie passera en chômage classique, en chômage keynésien sinon.

Dans le cas où la variation du prix de l'énergie a un caractère permanent, chacun des deux effets est renforcé mais une réduction supplémentaire de la demande accroît la probabilité d'apparition du chômage keynésien⁸.

8. Lorie et Sheen (1982) considèrent que, pour deux pays, selon qu'ils sont également touchés par le choc ou l'un plus que l'autre, on voit émerger un chômage classique généralisé ou un chômage mixte, classique dans le pays le plus touché, keynésien dans l'autre. Cette dominance du chômage classique n'est toutefois pas justifiée par leur modèle.

Ainsi, la théorie des équilibres avec rationnement permet une étude correcte d'un choc pétrolier en distinguant son impact selon les régimes macroéconomiques et en spécifiant le type de chômage provoqué. Ce dernier point est original par rapport aux autres analyses faites en ce domaine (par exemple Nordhaus – 1980 ou Bruno et Sachs – 1981) et son importance ressortira lorsqu'on raisonnera en termes de politique économique ; en effet, la lutte contre le chômage classique ne peut être menée à l'aide des mêmes instruments que contre le chômage keynésien.

Avant d'étudier ceux-ci, il faut examiner un second choc important : la hausse du taux d'intérêt étranger.

B — La hausse du taux d'intérêt étranger

On se réfère ici à un seul taux international représentatif de l'ensemble des autres taux. L'étude de ses variations ne figure pas dans les modèles réels mais seulement dans le modèle monétarisé. Ceci ne fait que refléter la grande faiblesse quasi-générale du secteur monétaire dans les modèles d'équilibre avec rationnement en économie ouverte.

En mobilité parfaite, l'impact d'une hausse du taux étranger sur la richesse réelle est toujours négatif et les effets sur le change toujours incertains. En effet, cette hausse, équivalente à une augmentation du taux d'intérêt réel de l'économie, tend à apprécier la monnaie nationale mais l'appauvrissement réel de l'économie, à masse monétaire donnée, la déprécie.

En mobilité imparfaite, l'impact sur le change se trouve précisé si l'on fait l'hypothèse supplémentaire que le gouvernement cherche à maintenir la relation existant entre taux d'intérêt nominaux et réels⁹.

Alors, en régime keynésien, on constate une baisse de la richesse réelle et une dépréciation de la monnaie nationale.

En chômage classique et en inflation contenue, la monnaie se déprécie aussi, mais l'effet sur la richesse réelle devient incertain ; en effet la production courante est majorée mais la valeur actualisée de la production future réduite.

Raisonnant dans le cadre d'un modèle d'équilibre, Allen et Kenen (1980) aboutissent à des résultats proches :

— en mobilité imparfaite une hausse du taux étranger provoque une baisse du revenu en change administré et un effet incertain sur le change

9. Cette hypothèse, tout à fait plausible, qui sous-tend tous les résultats obtenus en mobilité imparfaite permet de retrouver l'implication usuelle concernant les effets des variations du solde de la balance courante sur le taux de change (dégradation implique dépréciation et amélioration implique appréciation.)

et le revenu en change flexible; alors l'effet dépend de la domination ou de la non-domination de l'effet d'éviction; dans ce second cas, seul considéré par les auteurs, l'impact sera positif (négatif sinon),

— en mobilité parfaite ces effets sont renforcés.

Il n'y a donc pas contradiction flagrante entre les résultats fournis par les deux théories; d'une manière générale on peut dire que la hausse du taux d'intérêt international tendra plutôt à provoquer une baisse de la richesse réelle et une dépréciation de la monnaie.

Les deux chocs externes qui ont déjà été analysés ont donc un effet plutôt défavorable à l'économie.

C'est la même méthode de comparaison et de synthèse qui sera appliquée aux instruments de la politique économique; il faut donc d'abord examiner ceux dont les impacts ont été les plus discutés et controversés: les politiques monétaire et budgétaire.

III — LES INSTRUMENTS TRADITIONNELS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

On étudiera successivement la politique monétaire, la politique budgétaire puis le problème de l'affectation optimale de ces deux instruments qui sont au coeur de la remise en cause de la politique économique.

A — *La politique monétaire*

Dans les modèles réels, la politique monétaire est limitée à une modification de l'encaisse dont disposent les agents.

Ainsi définie elle n'a aucun effet sur l'emploi en chômage classique (ou en inflation contenue) mais un impact positif en chômage keynésien. De plus, elle a toujours une incidence négative sur la balance courante, quel que soit le régime macroéconomique.

Le modèle monétarisé permet de préciser ces enseignements et d'effectuer des comparaisons avec les modèles traditionnels d'évaluation des politiques économiques construits dans la lignée des travaux de Mundell (1968) et Fleming (1962). Dans ce modèle à deux périodes, ce n'est plus la variation de l'encaisse initiale qui est considérée mais un accroissement de l'offre de monnaie de la première période.

On obtient alors un certain nombre de résultats importants:

1 — Les taux de change courant (de la première période) et futur sont une fonction croissante de l'offre de monnaie. C'est là un des résultats centraux de la théorie monétaire de la balance des paiements (Frenkel et Johnson — 1976) qui sous-tend tous les modèles monétaristes de détermination du taux de change (Frenkel — 1976 ou Bilson — 1978). On doit

noter que ceci reste valable quels que soient le régime macroéconomique et l'hypothèse concernant la mobilité des capitaux.

2 — La politique monétaire a un effet négatif sur la richesse réelle en chômage keynésien. Toutefois ceci est lié à une hypothèse très spécifique du modèle à savoir une élasticité nulle du montant d'exportations maximales (qui constitue la contrainte de débouchés) par rapport au taux de change.

Dans ces conditions, la séquence suivante est obtenue : une augmentation de l'offre de monnaie provoque une dépréciation de la monnaie donc une baisse de la valeur réelle de l'encaisse initiale (Mo/S)¹⁰ et par conséquent une baisse de la demande et de la production effective. Cet effet d'encaisse réelle négatif pourrait être compensé par un desserrement de la contrainte de débouchés lié à la dépréciation de la monnaie et il n'a donc pas de valeur générale.

Ce d'autant qu'en mobilité imparfaite il se trouve amorti par la diminution des importations d'énergie qui, améliorant le solde, provoque une appréciation de la monnaie et donc un effet d'encaisse influençant positivement la demande et la production et venant ainsi compenser au moins partiellement l'impact initial.

3 — En chômage classique, les interactions entre secteurs monétaire et réel conduisent à un résultat différent de celui obtenu dans le seul secteur réel.

En effet on est alors confronté à la séquence suivante : l'augmentation de l'offre de monnaie engendre la dépréciation de la monnaie et une baisse du salaire réel (W/S)¹¹ si celui-ci n'est pas totalement indexé sur le change ; il en résulte une hausse de l'emploi rentable et de la production¹². Cet effet favorable est renforcé en mobilité imparfaite par l'amélioration de la balance courante qui provoque une baisse du taux d'intérêt et par conséquent une nouvelle augmentation de la richesse réelle¹³.

4 — En situation d'inflation contenue, et de mobilité parfaite, l'accroissement de la quantité de monnaie offerte est entièrement absorbé par l'élévation du taux de change (à niveau de plein emploi donné) et on retrouve la conclusion monétariste en économie ouverte.

10. Mo encaisse initiale, S taux de change.

11. W salaire nominal, S taux de change.

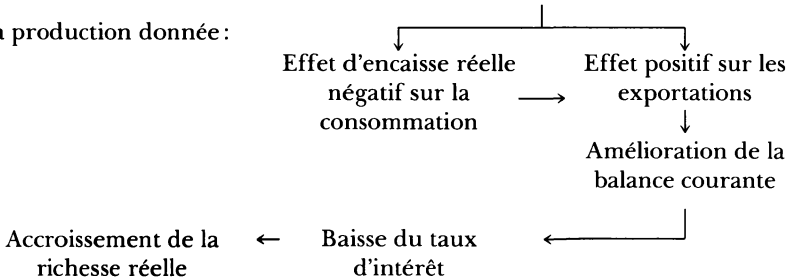
12. C'est un mécanisme de ce type que retiennent Minford *et alii* (1984) dans leur modèle de type « Nouvelle École Classique » pour expliquer l'influence d'une hausse non anticipée de l'offre de monnaie sur l'économie (p. 29-30). Toutefois, à long terme, sous la pression d'effets de richesse, l'économie revient à son équilibre initial avec un niveau général des prix plus élevé (conclusion monétariste traditionnelle).

13. Car le facteur d'actualisation de la richesse de la seconde période augmente alors.

Ce résultat n'est plus vérifié en mobilité imparfaite où on a alors la double séquence :

Augmentation de l'offre de monnaie → dépréciation de la monnaie.

à production donnée :



On peut résumer les résultats des modèles réel et monétarisé dans le tableau 4.

TABLEAU 4
LA POLITIQUE MONÉTAIRE DANS LES MODÈLES DE DÉSÉQUILIBRE
EN ÉCONOMIE OUVERTE

Régimes	Modèle réel		Modèle monétarisé				
	Emploi	Balance courante (BC)	Mobilité parfaite		Mobilité imparfaite		Balance courante
			Taux de change	Richesse réelle	2 ^e effet sur taux de change	Richesse réelle	
CK	+	-	+	- - ou +	-	- ou + +	?
CC	0	-	+	+	-	+ +	?
IC	0	-	+	0	-	+	?

En ce qui concerne l'emploi, il y a donc désaccord entre les deux types de modèles uniquement au niveau du chômage classique ; dans le modèle monétarisé, la politique monétaire peut être efficace s'il n'y a pas indexation du salaire nominal sur le change.

Par contre, l'impact sur la balance courante est perçu très différemment ; en effet dans le modèle monétarisé il transite par les variations du taux de change et se combinent alors les effets de renchérissement des importations liés à la dépréciation de la monnaie et l'augmentation du solde en volume liée à un accroissement des exportations ou à une baisse des importations. Ceci renvoie en définitive à l'influence du change sur la balance courante qui sera étudiée par la suite.

Dans le modèle réel au contraire les impacts sont obtenus à taux de change fixe.

B — La politique budgétaire

C'est certainement pour son apport dans le domaine de la politique budgétaire que la théorie du déséquilibre a été popularisée.

La prise en compte d'une économie ouverte ne modifie pas les résultats maintenant traditionnels obtenus pour une économie fermée.

1 — La politique budgétaire peut être constituée de trois types de décisions : politique d'achat de biens, politique d'imposition, politique d'emplois publics.

La politique de dépenses budgétaires a une efficacité nulle dans les cas de chômage classique et d'inflation contenue, quel que soit le type de bien sur lequel elle porte.

En chômage keynésien, l'ensemble des auteurs s'accordent sur une influence positive d'une dépense gouvernementale portant sur le bien qui est à l'origine de la situation de tension de la demande, c'est-à-dire le bien exporté ou le bien non échangé.

Une politique portant sur le bien importé ou le bien échangé n'aura généralement pas d'effet positif sur l'emploi, sauf dans le cas particulier où l'offre de bien échangé est excédentaire.

Il convient donc, lorsqu'on veut utiliser une politique de dépenses publiques, de veiller à l'orientation sélective de cette dépense afin d'en assurer l'efficacité maximale en termes d'emploi.

Une politique portant sur les impôts (réduction dans ce cas) aura les mêmes conséquences que la politique de dépenses en bien exporté ou non échangé.

Une politique d'emplois publics a de plus un effet positif évident en chômage classique.

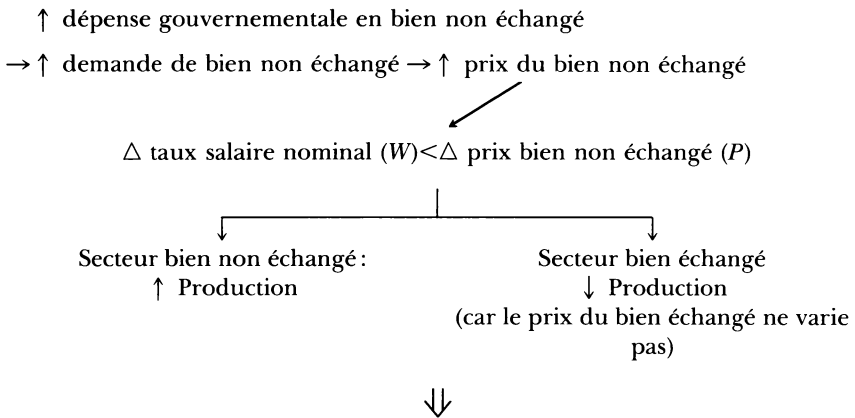
En ce qui concerne la balance courante, quel que soit le type de bien concerné, dans tous les modèles réels de déséquilibres et dans tous les régimes, la dépense gouvernementale a une influence négative. Il s'agit là d'un résultat quasi unanime qui s'explique par le fait que la dépense gouvernementale implique une importation de matières premières supplémentaires destinées à la production (en chômage keynésien) et engendre un accroissement de la demande qui se traduira, selon les modèles, soit par une augmentation des importations de biens de consommation, soit par une ponction sur la quantité de biens disponibles pour l'exportation (chômage classique).

Les deux autres politiques ont des implications identiques sur le solde extérieur.

Ces résultats sont cohérents mais plus précis que ceux obtenus dans un cadre d'équilibre. Ainsi Helpman (1977) établissait que seule la dépense en bien non échangé peut influencer l'économie et que toute dépense dégrade la balance courante.

Il obtient toutefois le premier résultat par un raisonnement différent de celui qui est fait ici puisqu'il raisonne avec un modèle à prix flexible. Alors l'impact de la dépense sur l'économie dépend de l'élasticité du taux de salaire par rapport au prix du bien non échangé (hypothèse de non-indexation).

En effet on a :



Effet positif sur l'emploi si l'élasticité de W par rapport à P est assez faible

2 — Dans ces conditions, comment peut-on relancer l'activité économique par une politique budgétaire sans accroître le déficit extérieur ?

En chômage classique, une seule solution apparaît : la politique d'emploi public financée par un impôt équivalent (destiné à rééquilibrer la balance courante).

En chômage keynésien, la mesure la plus efficace consistera en une politique d'achat de bien domestique financée aussi par un accroissement égal de l'impôt. Cette politique permet une reprise de l'activité dans le secteur domestique et réduit simultanément les revenus privés et donc les importations de biens de consommation (compensant ainsi l'accroissement des importations de matières premières liées à la reprise). Une politique d'emplois publics identique à celle appliquée en chômage classique se serait traduite par un déficit de la balance courante lié aux importations de matières premières non compensées.

Dans ces deux cas, c'est donc une politique de budget équilibré qui s'avère indispensable, retraçant ainsi la contrainte résultant de la liaison positive entre déficit budgétaire et déficit externe¹⁴.

3 — Le modèle monétarisé permet de préciser l'étude en examinant les incidences sur l'économie d'une telle politique de budget équilibré selon la mobilité des capitaux.

En mobilité parfaite, une relance budgétaire équilibrée a des effets différents selon les régimes :

— impact positif sur la richesse réelle en chômage keynésien, lié à une influence positive sur la production,

— impact négatif sur la richesse réelle privée en chômage classique et inflation contenue (dû au prélèvement fiscal à niveau de production inchangé)

Dans ces deux derniers régimes, la politique budgétaire conduit à une dépréciation de la monnaie tandis qu'en chômage keynésien on constate une appréciation (baisse du taux de change). Ce résultat, moins intuitif, n'est pas sans précédent ; il est conforme à ce qui se passe dans un modèle de type Mundell-Fleming pour une économie connaissant une forte ou une parfaite mobilité des capitaux. La spécificité keynésienne de ce type d'impact est bien montrée dans le cadre de la théorie du déséquilibre.

En mobilité imparfaite, on retrouve les résultats standard, notamment qu'une relance budgétaire équilibrée dégrade le solde de la balance courante et déprécie la monnaie. Les conclusions obtenues dans les situations de chômage méritent quelques précisions.

En chômage keynésien, la dégradation de la balance courante induit, en plus, une dépréciation de la monnaie qui vient contrecarrer l'effet d'appréciation vu précédemment.

En chômage classique, la politique budgétaire n'est plus neutre sur la production puisqu'alors une dégradation de la balance courante provoque une dépréciation de la monnaie et donc une baisse du taux de salaire réel (W/S), s'il n'y a pas parfaite indexation du salaire nominal sur le change, ce qui conduit à une augmentation de l'emploi et de la production rentables.

On retrouve un raisonnement proche de celui de Helpman (1977) vu précédemment. Il en découle un effet incertain sur la richesse réelle.

14. Sur ce dernier point on retrouve une liaison significative proche des thèses de la « Nouvelle École de Cambridge ». Encore faudrait-il étudier le sens de la causalité entre ces deux soldes (Voir pour une opposition à la thèse de Cambridge, Bispham – 1975 et pour une analyse empirique Girardin et Marois – 1984).

Il faut enfin noter que l'utilisation des modèles à deux pays, où les régimes sont combinés, n'apporte pas vraiment d'information nouvelle ; beaucoup d'impacts sont indéterminés et liés à des hypothèses particulières (par exemple dans la contribution de Laussel et Montet – 1983, p. 32).

Ces auteurs étudient d'ailleurs une politique budgétaire bien spécifique : la substitution des biens domestiques aux biens étrangers dans la demande gouvernementale : une telle mesure tend alors à avoir une influence favorable sur la balance courante ce qui est essentiellement lié à sa spécificité.

Ces résultats, considérés conjointement avec ceux obtenus pour la politique monétaire, nous permettent de discuter le problème de l'affectation des instruments traditionnels de la politique économique.

C — L'affectation des instruments traditionnels

L'analyse traditionnelle de l'efficacité et de l'affectation des politiques monétaire et budgétaire selon le régime de change et le degré de mobilité des capitaux découle des contributions de Mundell (1968) et Fleming (1963).

En termes d'efficacité interne (impact sur le revenu) ces auteurs obtiennent les résultats suivants (tableau 5).

TABLEAU 5

EFFICACITÉ DES INSTRUMENTS SELON MUNDELL ET FLEMING

Change \ Capitaux	Non mobiles	Parfaitement mobiles
	Fixe	Politique monétaire inefficace Politique budgétaire peu efficace
Flexible	Politique monétaire efficace Politique budgétaire assez efficace	Politique monétaire très efficace Politique budgétaire inefficace

Ce tableau peut être lu de plusieurs manières :

— Avec des capitaux très imparfaitement mobiles, du point de vue de l'efficacité de la politique économique, un système de change flexible est préférable.

— En change fixe et mobilité parfaite des capitaux, il faut affecter la politique budgétaire à l'objectif interne et par conséquent, la politique monétaire à l'objectif externe.

— En change flexible, l'équilibre externe est par définition acquis et il faut affecter la politique monétaire à l'équilibre interne (surtout en régime de mobilité parfaite des capitaux).

Les résultats accumulés dans cette étude peuvent être mis sous forme d'une synthèse d'où se dégagent certaines règles d'affectation (tableau 6).

TABLEAU 6

AFFECTATION DES INSTRUMENTS SELON LA THÉORIE DU DÉSÉQUILIBRE
(SYNTHÈSE)

Régimes	Politique de relance préconisée	Commentaires
<i>Changes fixes</i> (Modèles réels)		
— chômage classique	Politique budgétaire équilibrée (création d'emplois publics et hausse des impôts)	Politique monétaire inefficace.
— chômage keynésien	Politique budgétaire équilibrée (achats de biens domestiques et hausse des impôts)	Une politique monétaire expansionniste dégrade l'équilibre externe.
<i>Changes flexibles</i> • Mobilité parfaite		
— chômage classique	Politique monétaire	Politique budgétaire inefficace.
— chômage keynésien	Politique budgétaire équilibrée	La politique monétaire peut être très efficace mais cet effet est incertain.
• Mobilité imparfaite		
— chômage classique	Politique monétaire	L'impact de la politique monétaire est renforcé par rapport au cas de mobilité parfaite. La politique budgétaire peut avoir un effet secondaire favorable.
— chômage keynésien	Politique budgétaire équilibrée	L'influence de la politique monétaire est atténuée par rapport au cas de mobilité parfaite.

Le seul véritable désaccord entre les résultats traditionnels et ceux qui viennent d'être présentés porte sur l'utilisation de la politique budgétaire en chômage keynésien, changes flexibles et mobilité parfaite ; celle-ci est justifiée par l'incertitude quant à l'effet de la politique monétaire dans ce cas (comme on l'a montré).

Un second problème d'affectation des instruments de politique économique est actuellement très étudié, à la suite des travaux de Swan (1955) : le choix entre politique budgétaire et politique de change (par la Nouvelle École de Cambridge ou Helpman – 1977 par exemple). Il convient, pour l'examiner, de discuter, au préalable, l'utilisation des instruments externes de la politique économique.

IV — LES INSTRUMENTS EXTERNES DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

On analysera ici l'utilisation directe des instruments mettant en cause les relations du pays avec l'extérieur ; ceux-ci, véritablement spécifiques d'une économie ouverte, sont au nombre de deux : la politique de change et la politique commerciale.

A — *La politique de change*

On raisonnera dans le cadre d'un système de changes quasi-fixes où l'exogénéité du taux de change permet de l'utiliser comme instrument de politique économique¹⁵. On se référera donc seulement ici aux modèles réels¹⁶ puisque dans le modèle monétarisé le taux de change est une variable endogène codéterminée avec la richesse réelle¹⁷.

1 — Dans les modèles à un pays de type A (c'est à dire lorsque le prix du bien échangé est fixé internationalement), partant d'une situation de chômage, une dévaluation a toujours une influence positive sur l'emploi. La structure de ces modèles explique assez facilement ce résultat puisque le changement de parité accroît la production du bien exporté ou échangé compensant ainsi, lorsqu'il apparaît, l'effet défavorable qui affecte le secteur du bien non échangé via le renchérissement des importations, à condition que la part du coût en matière première dans le prix total de ce bien soit assez faible.

15. On ne discutera donc pas ici le problème du choix d'un régime de change. Hénin et Marois (1985b) montrent que les changes flexibles sont loin d'isoler l'économie des chocs externes et ne constituent pas la panacée dont certains auteurs rêvent dans les années soixante.

16. Ainsi qu'au secteur réel du modèle monétarisé.

17. Certains effets des politiques monétaires ou budgétaires qui transitent par le change dans le modèle monétarisé seront ici précisés mais le taux de change n'est plus alors véritablement l'instrument de la politique économique.

L'amélioration de la situation du secteur exportateur résulte en chômage keynésien d'un desserrement de la contrainte sur les exportations¹⁸ et en chômage classique d'une augmentation de l'emploi rentable si le salaire réel exprimé en termes de change n'est pas indexé¹⁹; dans ce cas, on retrouve le raisonnement de Helpman (1977) : une dévaluation provoque une baisse du salaire en termes de change inférieure à la variation du taux de change et par conséquent une augmentation de la production et de l'emploi.

Ces résultats sont modifiés dans les modèles de type B pour la situation de chômage classique ; la dévaluation a alors un impact négatif sur l'emploi. En effet, elle réduit l'offre rentable — quelle que soit l'hypothèse faite sur l'indexation des salaires — à cause du renchérissement, en monnaie nationale des consommations intermédiaires importées alors que le prix du produit reste fixé, à court terme, en monnaie nationale.

2 — L'impact d'une dévaluation sur la balance courante se présente de manière plus complexe et est source de nombreuses controverses. Si quelques résultats sont obtenus dans les modèles les plus simples, la plupart du temps on aboutit à une incertitude qui s'explique par la combinaison d'effets jouant en sens inverse et difficilement quantifiables.

On essaiera ici de présenter l'ensemble des facteurs mis en cause en s'attachant d'abord aux modèles à un pays, puis en considérant les études portant sur deux pays.

Dans les modèles à un pays, une dévaluation provoque toujours une hausse du prix de la matière première et, dans les seuls modèles de type A, une augmentation du prix du bien échangé (ou exporté).

Il peut en résulter tous les effets suivants dont on montrera les diverses combinaisons selon qu'on a un modèle à un secteur de type A ou B ou un modèle bi-sectoriel :

- *a — impact sur le secteur du bien échangé (ou exporté) via les effets prix,
- a1 — accroissement de l'offre²⁰, ou
- a'1 — diminution de l'offre²⁰
- a2 — diminution de la demande intérieure,
- a3 — desserrement de la contrainte de débouchés.

18. À la condition que l'élasticité des exportations par rapport au taux de change soit non nulle (voir ci-dessus).

19. Dans le cas d'une indexation complète, la dévaluation aura un effet défavorable sur l'activité (voir par exemple Picard – 1985). Ce point sera plus amplement discuté dans la suite de l'article.

20. Selon ce qui a été vu précédemment.

les trois effets a1, a2 et a3 ont chacun un impact positif (favorable) sur la balance courante; a'1 est défavorable.

- *b — effets-revenus liés à la variation de la production
- b1 — augmentation de la demande intérieure de bien échangé ou exporté (défavorable au solde externe),
- b'1 — diminution de la demande intérieure de bien échangé ou exporté (favorable au solde externe).
- b2 — augmentation de la demande de bien non échangé,
- *c — impacts sur le secteur du bien non échangé,
- c1 — renchérissement des importations (défavorable au solde externe)
- c2 — diminution de la production (supposée inférieure à la hausse de la production de bien échangé) (favorable),
- c3 — substitution, dans la consommation totale, de bien échangé au bien non échangé (à la suite de c2) (défavorable),
- c4 — accroissement de la production impliqué par b2 (défavorable).

Le tableau 7 montre comment interviennent ces différents effets et l'impact final d'une dévaluation sur la balance courante.

Ainsi, dans les modèles à un secteur et à condition que le bien importé ne soit pas destiné à la consommation, on estime généralement que la dévaluation est favorable à l'équilibre externe (sauf en chômage classique et en inflation contenue de type B ou dans une économie totalement indexée).

Dans les modèles à deux secteurs (tous de type A), l'impact devient incertain. Il peut être favorable en chômage classique²¹ ou en inflation contenue sous les hypothèses suivantes :

- faible part du coût en matières premières dans le prix total du bien non échangé,
- propension marginale à consommer le bien échangé nulle (Dornbusch – 1975),
- substituabilité faible entre les deux biens.

21. Fourgeaud, Froment et Lenclud (1980) et Cuddington (1981) établissent que pour une « économie dominée » ou « un petit pays », situation assimilée au chômage classique par ce dernier auteur, l'effet est favorable.

TABLEAU 7

IMPACT D'UNE DÉVALUATION SUR LA BALANCE COURANTE
— MODÈLES À UN PAYS —

Régimes	Un secteur				Deux secteurs		
	Type	Effets considérés	Remarques	Impact sur la balance courante	Effets considérés	Remarques	Impact sur la balance courante
CC	A	a_1 $a_2 + b_1$	$b_1 < a_2$	$\left. \begin{matrix} + \\ + \end{matrix} \right\} +$	$a_1 + a_2 + b_1$ c_1 $c_2 + c_3$	$b_1 < a_2$ b_2 sans effet	$\left. \begin{matrix} + \\ - \\ ? \end{matrix} \right\} ?$
	B	$a'_1 + b'_1$	$a'_1 > b'_1$	-			
CK	A	a_1 $a_2 + b_1$ a_3	$b_1 < a_2$	$\left. \begin{matrix} + \\ + \\ + \end{matrix} \right\} +$	$a_1 + a_2 + b_1$ c_1 $b_2 + c_4$	$b_1 < a_2$	$\left. \begin{matrix} + \\ - \\ - \end{matrix} \right\} ? (-)$
	B	$a_1 + b_1 + a_3$	$a_2 = 0$	+			
IC	A	$a_2 + b_1$	$b_1 < a_2$ $a_1 = 0$	+	$a_1 + a_2 + b_1$ c_1 $c_2 + c_3$	$b_1 < a_2$ b_2 sans effet	$\left. \begin{matrix} + \\ - \\ ? \end{matrix} \right\} ?$
	B	$a'_1 + b'_1$	a'_1 faible b'_1	- (?)			

1. Chez Picard (1982) $b'_1 = 0$

En chômage keynésien, l'incertitude ne peut être levée²² et il y a alors un risque non négligeable que la dévaluation soit défavorable à la balance courante.

C'est donc ainsi la prise en compte des interactions entre les deux secteurs de production qui conduit à une incertitude concernant les effets d'une dévaluation²³; sa levée implique généralement des conditions spécifiques plus fortes que la traditionnelle condition de Marshall-Lerner.

3 — Les modèles à deux pays, qui ne comportent habituellement qu'un seul secteur productif par pays, fournissent une explication de l'impact d'une dévaluation sur le pays tiers et des effets de retour.

Ainsi, pour Dixit et Norman (1980), « une dévaluation peut être vue comme un moyen d'exporter le chômage, cette possibilité étant bien réelle puisque dans la région de chômage la dévaluation améliore sans ambiguïté la balance commerciale » (p. 152), résultat confirmé par Steigum qui utilise aussi un modèle à prix flexible.

Les résultats de Laussel et Montet (1983), obtenus à partir d'un modèle à prix et salaire rigides, sont beaucoup plus nuancés. Les effets sont généralement incertains; une politique de dévaluation ne peut éventuellement être une bonne politique que si les deux pays sont simultanément en chômage keynésien ou en inflation contenue. Dans tous les autres cas, elle aura tendance à détériorer la balance courante.

Cette conclusion ne coïncide pas exactement avec celles de Lorie et Sheen (1982), Owen (1979) ou Younès (1978). Ainsi, pour ce dernier, le cas où l'économie nationale est en chômage classique et l'étrangère en chômage keynésien est celui où la dévaluation a les plus grandes chances de réaliser une amélioration de la balance des paiements, en particulier par rapport au cas d'un chômage keynésien généralisé.

Il ressort de l'ensemble de cette discussion qu'il y a une très grande incertitude sur les effets d'une modification du taux de change sur la balance courante, avec même une tendance à une liaison négative dans les modèles les plus détaillés.

On pourrait reprendre ici à notre compte la conclusion obtenue par Courbis (1975) dans son modèle d'une économie concurrencée: « Les résultats d'une dévaluation sont éminemment aléatoires; elle peut conduire aussi bien à une amélioration qu'à une détérioration de la balance des paiements courants; c'est donc une mesure dont la fiabilité est

22. C'est aussi le cas du « grand pays » de Cuddington (1981) et de l'économie dominante de Fourgeaud, Froment et Lenclud (1980).

23. Dans son modèle à deux secteurs Helpman (1977) aboutit à la même conclusion d'incertitude mais avec des conditions de positivité de l'impact opposées à celles de Neary (1980).

faible et qu'on ne doit envisager que lorsqu'on est assuré de l'insuffisance des autres moyens de politique économique et de l'absence de toute solution de rechange plus fiable».

Il convient d'examiner une seconde modalité d'intervention sur les flux commerciaux internationaux : la politique commerciale.

B — La politique commerciale

La politique commerciale peut se concrétiser, selon les auteurs, dans plusieurs types de mesures :

— droits de douane chez Picard (1982), Azam (1982), Johansson et Löfgren (1980), Hénin et Marois (1985a),

— baisse du prix des importations de bien de consommation liée à la concurrence internationale (par exemple celle des nouveaux pays industrialisés) chez Bruno (1982) qui assimile qualitativement son impact à celui d'un assouplissement du tarif douanier.

— subvention à l'exportation chez Picard (1982),

— contingentement des importations chez Cuddington (1981) et Hénin et Marois (1985a).

Le tableau 8 indique les effets attendus de ces mesures sur la production (*Y*) et la balance courante (*BC*).

TABLEAU 8
POLITIQUE COMMERCIALE, PRODUCTION ET BALANCE COURANTE

Régimes	Tarif douanier	Variation du prix des biens de consommation importés	Subvention à l'exportation	Resserrement du contingentement	
CC	<i>Y</i>	—	+	0	0
	<i>BC</i>	?	+	+	?
CK	<i>Y</i>	+	+	+	+
	<i>BC</i>	+	+	?	+
IC	<i>Y</i>	—	?	0	
	<i>BC</i>	+	+	+	

Une politique de tarifs douaniers ou de subventions à l'exportation ne peut permettre de retrouver le plein emploi que si l'économie est en régime keynésien.

Par contre, pour améliorer la balance courante sans détériorer l'emploi il faudra, en chômage classique et en inflation contenue une politique

de subventions à l'exportation tandis que les tarifs douaniers seront plus efficaces en chômage keynésien.

De plus, Johansson et Löfgren établissent que la politique tarifaire sera plus efficace en changes flexibles qu'en changes fixes (où elle n'aura aucun effet dans le cas de chômage classique). Ceci vient conforter la conclusion du modèle, en changes fixes, d'Azam (1982) pour qui « le gouvernement soucieux de l'emploi préférera courir le risque de placer le tarif douanier trop bas plutôt que trop haut »²⁴.

Il existe toutefois, en régime keynésien, un autre moyen de réduire le chômage sans accroître le déficit externe : le contingentement des importations de biens de consommation (Cuddington – 1981, Hénin et Marois – 1985a). Encore faut-il qu'il y ait une bonne substitution entre biens domestiques et biens importés et que cette mesure n'entraîne pas de représailles de la part des autres nations.

Dans le même ordre d'idée, Bruno (1982) montre que la baisse concurrentielle du prix des importations tend à réduire les tensions inflationnistes (en inflation contenue) mais se traduit par une aggravation du chômage, notamment en régime keynésien. Une politique portant sur la demande et une dévaluation peuvent compenser ces effets défavorables au prix d'une inflation plus forte.

Ayant étudié ces deux grandes politiques plus directement liées à l'ouverture des économies, il faut maintenant réexaminer le problème de l'affectation des instruments de la politique économique dans l'optique de Swan (1955).

C — Une nouvelle affectation des instruments de politique économique ?

Cette idée d'une nouvelle affectation des différents instruments vient lorsqu'on compare les impacts de la politique de dépense gouvernementale et de la politique de change sur l'emploi et la balance courante dans un régime de changes fixes (tableau 9).

Si le décideur cherche à obtenir un impact certain d'une mesure alors qu'il ne connaît pas bien la situation de l'économie, il est plus sûr d'appliquer la politique budgétaire à la balance courante et la politique de change à l'emploi.

Il s'agit là d'un renversement des critères classiques néo-keynésiens d'affectation de ces deux instruments. Ceux-ci préconisaient en effet d'appliquer la dévaluation (ou la politique tarifaire) à l'équilibre externe

24. Ce d'autant que, chez Azam (1982), l'effet positif du tarif douanier sur la production et l'emploi en chômage keynésien est lié à une condition particulière : une part importante des biens importés dans les coûts.

TABLEAU 9
POLITIQUE DE DÉPENSE GOUVERNEMENTALE, POLITIQUE DE CHANGE ET
POLITIQUE COMMERCIALE EN CHANGES FIXES
(MODÈLES À UN PAYS)

	Politique budgétaire	Politique de change	Politique commerciale (a)	Politique commerciale (b)
Emploi	0 (CC) + (CK)	+ (CC, CK)	- (CC) + (CK)	0 (CC) + (CK)
Balance courante	- (CC, CK, IC)	? (CC, CK, IC)	+ (CK, IC) ? (CC)	+ (CK) ? (CC)

a) Tarifs douaniers.

b) Contingentement des importations.

et une politique monétaire ou fiscale à l'équilibre interne²⁵.

Effectuant ce changement d'affectation, la théorie du déséquilibre rejoint les thèses de la Nouvelle École de Cambridge (Nield – 1974 ou Spraos – 1977 à partir des travaux de Cripps et Godley – 1974²⁶) qui préconisait pour le Royaume-Uni une politique de réduction des dépenses publiques afin de rétablir l'équilibre externe et une dévaluation ou un contrôle des importations pour relancer l'activité²⁷.

Ces auteurs privilégient toutefois la politique de contrôle direct (tarifs ou contingentement) (Cripps et Godley – 1978). Mais le tableau 9 montre que la nouvelle règle n'est alors pas plus évidente que l'affectation traditionnelle; en effet, quel que soit l'instrument de politique commerciale utilisé, son impact dépend du régime dans lequel se trouve l'économie.

De plus, même avec les précautions dont s'entourent Cripps et Godley (1978), on doit se poser le problème d'éventuelles représailles de la part des autres pays.

Cette éventualité peut même être étendue à l'utilisation de la politique de change qui, appliquée à l'emploi, se traduit par une exportation du chômage (conclusion tirée par Dixit et Norman à partir de leur modèle simple à deux pays); ce n'est alors, selon les termes de J. Robinson (1937) faisant référence à la période de l'entre-deux-guerres, qu'une « médication de surenchères pour lutter contre le chômage ».

25. Ce résultat est obtenu sous certaines hypothèses : conditions de Marshall — Lerner et propension marginale à importer inférieure à la propension marginale à ne pas dépenser en consommation et en investissement (un moins somme des propensions à consommer et à investir).

26. Sur la genèse de cette nouvelle règle voir Girardin (1981).

27. Pour la Nouvelle École de Cambridge la propension marginale à dépenser (consommation et investissement) est égale à l'unité. De ce fait on a obligatoirement une propension marginale à importer supérieure à la propension à ne pas dépenser. D'où un renversement logique de la règle d'affectation.

De ce fait la théorie du déséquilibre n'adhère pas totalement aux thèses de La Nouvelle École de Cambridge; s'il y a convergence lorsque politique de dépenses gouvernementales et politique de change sont considérées, les conclusions deviennent beaucoup moins proches lorsqu'on privilégie une politique commerciale (comme le font les auteurs de La Nouvelle École) ou lorsqu'on prend en compte les relations entre deux pays.

On doit noter que tous les résultats précédents ont été dérivés sous l'hypothèse de non-rigidité du salaire réel (c'est-à-dire rigidité totale ou partielle du salaire nominal).

Si on lève cette hypothèse on s'aperçoit que les politiques traditionnelles de demande et de change n'ont plus d'influence sur l'emploi en chômage classique²⁸; elles conservent un impact qui peut être atténué en chômage keynésien (Sachs – 1983)²⁹.

Picard (1985) étudie le cas spécifique d'une économie indexée; il montre que, dans un système de changes flexibles, l'équilibre externe et le plein-emploi deviennent incompatibles lorsque le taux de salaire réel est rigide. Ainsi, à la suite d'un choc pétrolier, une dévaluation, nécessaire pour financer par des exportations le surcoût des importations, doit être accompagnée d'une diminution du salaire réel pour maintenir le plein-emploi.

C'est ce qui justifie la préférence accordée par Steigum (1982) à une « politique de l'offre », à savoir une réduction des charges salariales des entreprises, car son impact est indépendant du degré d'indexation du salaire au prix dans l'économie nationale.

Ainsi, les résultats obtenus par la théorie du déséquilibre convergent avec ceux de certaines études récentes³⁰.

Compte tenu de l'atténuation des effets des politiques économiques dans le cas de rigidité des salaires réels, la théorie du déséquilibre montre ainsi l'intérêt qu'il peut y avoir, en termes d'efficacité de la politique économique, à rompre l'indexation quasi-totale des salaires sur les prix.

De l'ensemble de ces développements il ressort que l'apport de la théorie du déséquilibre à la politique économique en économie ouverte n'est pas négligeable. On a essayé ici de faire le point des travaux existant

28. Comme dans le modèle « classique » de Helpman (1977).

29. On ne retrouve pas ici le résultat « extrême » de Steigum (1982) pour qui, lorsqu'il y a indexation parfaite, les politiques de demande et de change n'ont aucune influence sur l'emploi. Ceci s'explique par le fait que Steigum ne raisonne que dans le cas d'une économie située sur la frontière chômage classique — chômage keynésien.

30. Voir Marois, Perrot-Dormont et Zylberberg (1985).

dans le domaine; mais il ne faudrait pas en tirer la conclusion que ce programme de recherche est clos. Si les modèles réels à un pays ont été amplement développés, plusieurs directions de travail restent largement à explorer n'ayant fait l'objet, à ce jour, que de rares contributions: le développement du secteur monétaire et de l'environnement monétaire international des modèles (Hénin et Marois – 1985b), l'étude des économies indexées (Picard – 1985), l'approfondissement des effets survenant dans les modèles à deux pays (Laussel et Montet – 1983), l'application aux expériences de politique économique des pays en développement (Günning – 1983, Rama – 1984), l'élaboration de modèles intertemporels et de modèles dynamiques, le passage aux tests empiriques des principaux modèles considérés.

Ainsi pourraient être précisées les réponses apportées par la théorie du déséquilibre à la problématique macroéconomique contemporaine.

BIBLIOGRAPHIE

- ALLEN P.R. et KENEN P.B. (1980), *Asset Markets and Exchange Rates: Modeling an Open Economy*, Cambridge, Cambridge University Press, 321 p.
- AZAM J.P. (1982), « L'impact macroéconomique de la politique commerciale en déséquilibre: Le rôle des importations de biens intermédiaires », *Revue Économique*, vol. 33, novembre, pp. 1089-1114.
- BARRO R.J. et GROSSMAN H.I. (1976), *Money, Employment and Inflation*, Cambridge, Cambridge University Press, 264 p.
- BENASSY J.P. (1976), « Théorie du déséquilibre et fondements microéconomiques de la macroéconomie », *Revue Économique*, vol. 27, septembre, pp. 755-804.
- BILSON J. (1978), « The Monetary Approach to the Exchange Rate: Some Evidence », *IMF Staff Papers*, vol. 25, mars, pp. 48-75.
- BISPHAM J.A. (1975), « The New Cambridge and Monetarist Criticisms of « Conventional » Economic policy-making », *National Institute Economic Review*, n° 74, novembre, pp. 39-55.
- BRUNO M. (1982), « Import Competition and Macroeconomic Adjustment under Wage-Price Rigidity » in Bhagwati J.N. (éd.) *Import Competition and Response*, Chicago, University of Chicago Press, pp. 11-32.
- BRUNO M. et SACHS J. (1981), « Supply Versus Demand Approaches to the Problem of Stagflation » in Giersch H. (éd.), *Macroeconomic Policies for Growth and Price Stability: the European Perspective*, Tübingen, J.C.B. Mohr.
- COURBIS R. (1975), *Compétitivité et croissance en économie concurrencée*, 2 tomes, Dunod, Paris, 434 p.

- CRIPPS F. et GODLEY W. (1974), « Budget Deficit and Demand Management », *The Times*, 23-24 janvier.
- CRIPPS F. et GODLEY W. (1978), « Control of Imports as a means to full employment and the expansion of World Trade: the UK's Case », *Cambridge Journal of Economics*, n° 2.
- CUDDINGTON J.T. (1980), « Fiscal and Exchange Rate Policies in a Fix-Price Trade Model with Export Rationing », *Journal of International Economics*, vol. 10, août, pp. 319-340.
- CUDDINGTON J.T. (1981), « Import Substitution Policies: A Two-Sector Fix-Price Model », *Review of Economic Studies*, vol. 48, avril, pp. 327-342.
- CUDDINGTON J.T., JOHANSSON P-O, LÖFGREN K-G (1984), *Disequilibrium Macroeconomics in Open Economics*, Basil Blackwell, Oxford, 246 p.
- DIXIT A. (1978), « The Balance of Trade in a Model of Temporary Equilibrium with Rationing », *Review of Economic Studies*, vol. 45, octobre, pp. 393-404.
- DIXIT A. et NORMAN V. (1980), *Theory of International Trade*, Cambridge, Cambridge University Press, 339 p.
- DORNBUSCH R. (1975), « Exchange Rates and Fiscal Policy in a Popular Model of International Trade », *American Economic Review*, vol. 65, pp. 859-871.
- DRAZEN A. (1980), « Recent Developments in Macroeconomic Disequilibrium Theory », *Econometrica*, vol. 48, mars, pp. 283-306.
- FLEMING M. (1962), « Domestic Financial Policies under Fixed and under Floating Exchange Rates », *IMF Staff Papers*, vol. 9, novembre, pp. 369-380.
- FOURGEAUD C., FROMENT R. et LENCLUD B. (1981), *Quelques incidences de contraintes extérieures sur l'emploi dans un modèle à prix fixe*, Cepremap — Direction de la Prévision, document de recherche, novembre.
- FRENKEL J. (1976), « A Monetary Approach to the Exchange Rate: Doctrinal Aspects and Empirical Evidence », *Scandinavian Journal of Economics*, vol. 78, mai, pp. 200-224.
- FRENKEL J.A. et JOHNSON H.G. (éd.) (1976), *The Monetary Approach to the Balance of Payments*, Londres, Allen et Unwin.
- GIRARDIN E. (1981), *Régulation Macroéconomique en économie ouverte: les thèses de la Nouvelle École de Cambridge*, document de recherche, décembre.
- GIRARDIN E. et MAROIS W. (1984), « Déficit budgétaire et déficit externe: une analyse empirique », *Document Conjoncture et Analyse des Déséquilibres*, n° 91, Université de Paris I, septembre.
- GRANDMONT J.M. (1981), *Notes on International Trade*, Cepremap, document de recherche, juillet.

- GUNNING J.W. (1983), « Rationing in an Open Economy: Fix-Price Equilibrium and Two-Gap Models », *European Economic Review*, vol. 23, septembre, pp. 71-98.
- HELPMAN E. (1977), « Non Traded Goods and Macroeconomic Policy under a Fixed Exchange Rate », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 91, août, pp. 469-480.
- HÉNIN P.Y. (1983), « L'impact macroéconomique d'un choc pétrolier », *Revue économique*, vol. 34, septembre, pp. 865-906.
- HÉNIN P.Y. et MAROIS W. (1981), « Équilibre avec rationnement en économie ouverte et mouvements de capitaux », *Document Conjoncture et Analyse des Déséquilibres*, n° 45, Université de Paris I, septembre.
- HÉNIN P.Y., MAROIS W. et MICHEL P. (éd.) (1985), *Déséquilibres en économie ouverte*, Economica, Paris et notamment :
- HÉNIN P.Y. et MAROIS W. (1985 a), « Équilibres avec rationnement d'une économie ouverte à deux secteurs », pp. 65-94.
- HÉNIN P.Y. et MAROIS W. (1985 b), « Monnaie, intérêt et change dans une économie ouverte en déséquilibre », pp. 95-135.
- HÉNIN P.Y. et MAROIS W. (1985 c), « Sur les déséquilibres d'une économie ouverte: une revue des recherches récentes », pp. 11-64.
- HÉNIN P.Y. et MICHEL P. (1985), « Rationalité intertemporelle du Gouvernement et des Agents privés dans une économie ouverte en déséquilibre », pp. 213-254.
- HOOL B. et RICHARDSON J.D. (1980), « International Trade, Indebtedness, and Welfare Repercussions among supply-constrained Economics Under Floating Exchange Rates », *SSRI Workshop Series*, n° 8017, University of Wisconsin-Madison, décembre.
- JOHANSSON P.O. et LÖFGREN K.G. (1980), « The effects of Tariffs and Real Wages on Employment in a Barro-Grossman Model of an Open Economy », *Scandinavian Journal of Economics*, vol. 82, pp. 167-183.
- KYDLAND F.E. et PRESCOTT E.C. (1977), « Rules Rather than Discretion: the Inconsistency of Optimal Plans », *Journal of Political Economy*, vol. 75, pp. 473-491.
- LAUSSEL D. et MONTET C. (1983), « Fixed-Price Equilibria in a Two-Country Model of Trade: Existence and Comparative Statics », *European Economic Review*, vol. 22, pp. 305-329.
- LORIE H.R. et SHEEN J.R. (1982), « Supply Shocks in a Two-Country World with Wage and Price Rigidities », *Economic Journal*, vol. 92, décembre, pp. 849-867.
- MALINVAUD E. (1977), *The Theory of Unemployment Reconsidered*, Oxford, Basil Blackwell, 128 p.
- MAROIS W., PERROT-DORMONT A. et ZYLBERBERG A. (1985), « Fondements et impact macroéconomique de l'indexation des salaires », *Document*

- Conjoncture et Analyse des Déséquilibres*, n° 94, Université de Paris I, mars, 137 p.
- MICHEL G. et ROCHET J.C. (1981), *Fix-Price Equilibrium and the Balance of Trade: Relaxing the Small Country Assumption*, I.N.S.E.E., Document de travail n° 8110, juillet.
- MINFORD P. et ALII (1984), « The Liverpool Macroeconomic Model of the United Kingdom » *Economic Modelling*, vol. 1, janvier, pp. 24-50.
- MUNDELL R.A. (1968), *International Economics*, Londres, Macmillan, 332 p.
- NEARY J.P. (1980), « Non-traded Goods and the Balance of Trade in a Neo-Keynesian Temporary Equilibrium », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 95, pp. 403-429.
- NIELD R. (1974), « Letter to the Times », *The Times*, 26 février.
- NORDHAUS W. (1980), « Oil and Economic Performance of Industrial Countries », *Brookings Papers on Economic Activity*, n° 2, pp. 314-400.
- OWEN R. (1979), *Domestic Disequilibrium and Balance of Trade Adjustment in Open Economies*, document de recherche n° 7910 INSEE, novembre.
- PICARD P. (1982), *Théorie du déséquilibre et Politique économique*, thèse, Université de Paris I, 516 p.
- PICARD P. (1985), « Choc pétrolier et politique économique: une analyse de déséquilibre » in Hénin P.Y., Marois W. et Michel P. (éd.), *Déséquilibres en économie ouverte*, Economica, Paris, pp. 281-315.
- RAMA M. (1984), *Active Crawling-Peg dans un modèle de déséquilibre*, document de recherche, mai.
- ROBINSON J. (1937), *Essays in the Theory of Employment*, Oxford, Blackwell.
- SACHS J.D. (1983), « Real Wages and Unemployment in the OECD Countries », *Brookings Papers on Economic Activity*, n° 1, pp. 255-289.
- SPRAOS J. (1977), « New Cambridge Macroeconomics, Assignment Rules and Interdependance » in Aliber R.Z. (éd.), *The Political Economy of Monetary Reform*, Londres, Mac-Millan, pp. 97-105.
- STEIGUM E. (1980), « Keynesian and Classical Unemployment in an Open Economy », *Scandinavian Journal of Economics*, vol. 82, pp. 147-166.
- STEIGUM E. (1982), *Supply Shock, Stagflation and Macroeconomic Policy in a Two-Country Model with Real Wage Stickyness*, Working Paper, Norwegian School of Economics and Business Administration.
- SWAN T.W. (1955), « Longer Run Problems of the Balance of Payments », in Arndt H.W. et Corden W.M. (éd.), *The Australian Economy: A Volume of Readings*, Melbourne, Cheshire Press.
- VAN WIJNBERGEN S. (1982), *Oil Price Shocks, Investment and the Current Account: An Intertemporal Disequilibrium Analysis*, Development Research Department, World Bank, document de recherche, juillet.
- YOUNES Y., « Dévaluation et Équilibre avec rationnement », *Économie appliquée*, vol. 31, pp. 85-112.